

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 27/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AJINOMOTO FOODS EUROPE

46 RUE DE NESLE
BP 42
80190 Mesnil-Saint-Nicaise

Références : 2025-E30155
Code AIOT : 0005102362

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2025 dans l'établissement AJINOMOTO FOODS EUROPE implanté 48 RUE DE NESLE BP 42 80190 Mesnil-Saint-Nicaise. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle sur la thématique IED du Bref FDM

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AJINOMOTO FOODS EUROPE
- 48 RUE DE NESLE BP 42 80190 Mesnil-Saint-Nicaise
- Code AIOT : 0005102362

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société AJINOMOTO FOODS EUROPE est spécialisée dans le secteur agroalimentaire. Son activité principale est la production d'acides aminés par bio-fermentation, à l'aide de bactéries, non pathogènes et non génétiquement modifiées, à partir de substrat présent dans différentes matières premières sucrées.

Dans le cadre de l'activité de production d'acides aminés, AJINOMOTO FOODS EUROPE dispose d'installations de fermentation, séparation, purification, cristallisation, transformation chimique, conditionnement et stockage d'acides aminés.

L'exploitation des installations est autorisée par arrêté préfectoral du 29 juillet 1996, notamment modifié par l'arrêté complémentaire du 04 novembre 2020. L'établissement est classé SEVESO seuil haut et fait partie des établissements dits "IED" - BREF FDM industries agroalimentaires.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 10
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2025, article Annexe – Titre II – 5	Sans objet
2	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2025, article Annexe – Titre II – 6	Sans objet
3	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2025, article Annexe – Titre II – 7.2	Sans objet
4	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2025, article Annexe – Titre II – 8	Sans objet
5	MTD Générique - (Option)	Arrêté Ministériel du 27/02/2025, article Annexe – Titre II – 9	Sans objet
6	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2025, article Annexe – Titre II – 13	Sans objet
7	VLE Rejet Atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 29/07/1996, article 59	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été constatée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2025, article Annexe – Titre II – 5
Thème(s) : Risques chroniques, Système de management environnemental
Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME).
Constats : L'exploitant a mis en place et applique un système de management environnemental et énergétique, proportionné à la nature, à la taille et à la complexité de l'installation. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté son certificat ISO 14001:2015 n° 10663073, valable jusqu'au 31 décembre 2027, ainsi que son certificat ISO 50001 n° 10663075, valable jusqu'au 7 décembre 2027.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2025, article Annexe – Titre II – 6
Thème(s) : Risques chroniques, Inventaire
Prescription contrôlée : L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux qui intègre tous les éléments suivants:I. - Des informations sur les procédés de production agroalimentaire et laitière, y compris :a) Des schémas simplifiés de déroulement des procédés, montrant l'origine des émissions ;b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et des techniques de traitement des effluents aqueux/gazeux destinées à éviter ou à réduire les émissions, avec mention de leur efficacité ;II. - Des informations sur la consommation et l'utilisation de l'eau présentées sous forme de schémas de circulation et bilans massiques, et détermination des mesures permettant de réduire la consommation d'eau et le volume des effluents aqueux (voir point 9) ;III. - Des informations sur le volume et les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, notamment: a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH et de la température ;b) Les valeurs moyennes et la variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents ;IV. - Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, notamment :a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;b) Les valeurs moyennes et la variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents ;c) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité ;V. - Des informations sur la consommation et l'utilisation d'énergie, sur la quantité de matières premières utilisée ainsi que sur la quantité et les caractéristiques des résidus produits, et détermination des mesures permettant d'améliorer continûment l'utilisation efficace des ressources ;VI. - La définition et mise en œuvre d'une stratégie de surveillance appropriée en vue d'accroître l'utilisation efficace des ressources, compte tenu de la consommation d'énergie, d'eau et de matières premières. La surveillance peut prendre notamment la forme de mesurages directs, de calculs ou de relevés réalisés à une fréquence appropriée. La surveillance s'effectue au niveau le plus approprié. Le niveau de détail de l'inventaire est en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.
Constats : L'exploitant a transmis, avant la visite d'inspection, la revue de direction de 2024 ainsi que la

<p>revue de direction énergétique du 30 janvier 2025. Ces documents comportent les inventaires des effluents liquides et gazeux, le suivi des émissions issues des installations de combustion, ainsi que le suivi des consommations électriques et de vapeur.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté un inventaire sur l'usage de l'eau, accompagné d'indicateurs de suivi et de schémas simplifiés issus du dossier de réexamen. L'exploitant tient à jour des tableaux de bord afin d'assurer ces différents suivis.</p> <p>La stratégie de surveillance est adaptée et proportionnée aux usages et à la taille de l'établissement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2025, article Annexe – Titre II – 7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant surveille les émissions dans l'eau et respecte les VLE prescrites dans l'arrêté préfectoral du 08 janvier 2008 (Art 4.1.1 et art 4.2.2).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté son programme de surveillance. L'exploitant dispose des résultats d'analyse et a réalisé les télédéclarations dans GIDAF. Les dépassements sont identifiés et font l'objet d'analyses visant à en déterminer les causes.</p> <p>Suite à la détection de valeurs élevées au COTmètre, l'exploitant indique avoir engagé des investigations. Selon ses déclarations, une vanne restée ouverte sur la ligne n°1 AGB serait à l'origine de ces dépassements. La fermeture de cette vanne a permis de maîtriser rapidement les rejets et de rétablir une situation conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2025, article Annexe – Titre II – 8
Thème(s) : Risques chroniques, Efficacité énergétique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant applique la technique « a » et une combinaison appropriée des techniques énumérées au point « b »</p> <p>« a »- Un plan d'efficacité énergétique intégré dans le système de management environnemental (cf. point 5) consiste à définir et calculer la consommation d'énergie spécifique de l'activité (ou des activités), à déterminer, sur une base annuelle, des indicateurs de performance clés et à prévoir des objectifs d'amélioration périodique et des actions connexes. Le plan est adapté aux spécificités de l'installation.</p> <p>« b »- utilisation de techniques courantes</p>
Constats :

<p>Durant la visite d'inspection, l'exploitant a présenté la revue de direction énergie du 30 janvier 2025. Cette revue de direction comporte les tableaux de bord et indicateurs de suivi des différentes consommations. Le plan d'actions est intégré à la revue de direction.</p> <p>Durant la visite d'inspection, l'exploitant a déclaré avoir recours aux techniques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La régulation et le contrôle des brûleurs ; - La cogénération ; - Les moteurs économes en énergie ; - mise en place de moteurs IE4 (faible consommation); - La récupération de chaleur au moyen d'échangeurs thermiques (y compris la recompression mécanique de vapeur) ; - La réduction des fuites du circuit d'air comprimé (usage d'un détecteur ultra-son) ; - Les variateurs de vitesse.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : MTD Générique - (Option)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2025, article Annexe – Titre II – 9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau et rejet des effluents aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant applique la technique « a » et une ou plusieurs des techniques indiquées aux points b à k- « a » : Recyclage et/ou réutilisation des flux d'eau, précédé ou non d'un traitement de l'eau pour le nettoyage, le lavage, le refroidissement ou pour le procédé lui-même.- b : Optimisation du débit d'eau- c : Optimisation des buses et des conduites d'eau- d : Séparation des flux d'eauTechniques liées aux opérations de nettoyage-e : nettoyage à sec- f : : système de curage des canalisations- g : nettoyage à haute pression- h : Optimisation du dosage des produits chimiques et de l'utilisation de l'eau dans le nettoyage en place (NEP)-i : Nettoyage basse pression à l'aide de produits moussants ou de gel- j : Optimisation de la conception et de la construction des équipements et des zones de procédés- k : Nettoyage des équipements dès que possible</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant met en place des techniques permettant de réduire ses consommations d'eau. L'exploitant a notamment mis en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le recyclage d'eau, réutilisation d'eau de processus pour les circuits de refroidissement ; - Le recyclage de condensats d'eau pour faire des opérations de lavage.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : MTD Générique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2025, article Annexe – Titre II – 13</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bruit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (cf. point 5), un plan de gestion du bruit.</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant a identifié sur ses installations les équipements à l'origine des émissions sonores.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le rapport Bureau Veritas n° 22763899_1_1 relatif aux mesures réalisées du 16 au 17 septembre 2024. Ce rapport fait état d'une non-conformité concernant la sonde n°4, en raison d'un dépassement de la valeur d'émergence. Toutefois, la sonde n°5, positionnée à proximité, n'a pas enregistré de dépassement.

En complément des mesures effectuées par Bureau Veritas, l'exploitant réalise chaque premier mercredi du mois des mesures au sonomètre, afin de vérifier le respect des valeurs limites d'émission (VLE) en limite de propriété.

L'exploitant dispose d'un mode opératoire de réalisation des mesures sonométriques (procédure PR-2017-0002). Cette procédure décrit notamment les actions à mettre en œuvre en cas de dépassement des VLE, à savoir :

L'agent de sûreté s'assure dans un premier temps qu'aucun élément perturbateur (vent fort, orage, pluie, passage de train) n'a influencé la mesure ;

En l'absence de perturbation, l'agent de sûreté informe le Chef d'Équipe Posté (CEP). Ensemble, ils recherchent immédiatement la cause possible du dépassement (portes ouvertes, lâchers de vapeur, autres sources ponctuelles).

Aucune plainte relative au bruit n'a été enregistrée depuis 2013.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : VLE Rejet Atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/1996, article 59

Thème(s) : Risques chroniques, Poussières

Prescription contrôlée :

[...]

les gaz rejetés à l'atmosphère ne devront pas contenir plus de 50 mg de poussières par m³ d'air rapporté aux conditions standard de température, de pression et d'humidité et à une teneur de 21% en oxygène.

Constats :

L'exploitant a présenté, lors de la visite d'inspection, son plan de contrôle des poussières couvrant l'ensemble des secteurs émetteurs. La dernière campagne de mesures, réalisée en décembre 2024, respecte la périodicité prévue.

L'exploitant a identifié les causes des dépassements constatés, notamment sur le ventilateur sécheur n°8 et le ventilateur haut sécheur n°13, et a mis en œuvre des actions correctives. Les investigations menées ont permis de déterminer que l'encrassement des filtres était à l'origine des dépassements observés.

Une opération de nettoyage de ces filtres a été réalisée en complément du plan de nettoyage habituel. L'exploitant a déterminé qu'il était nécessaire de revoir la périodicité de nettoyage des filtres.

Observation N°1 : L'exploitant informera l'inspection des installations de la nouvelle périodicité de nettoyage prévue pour les filtres.

Type de suites proposées : Sans suite